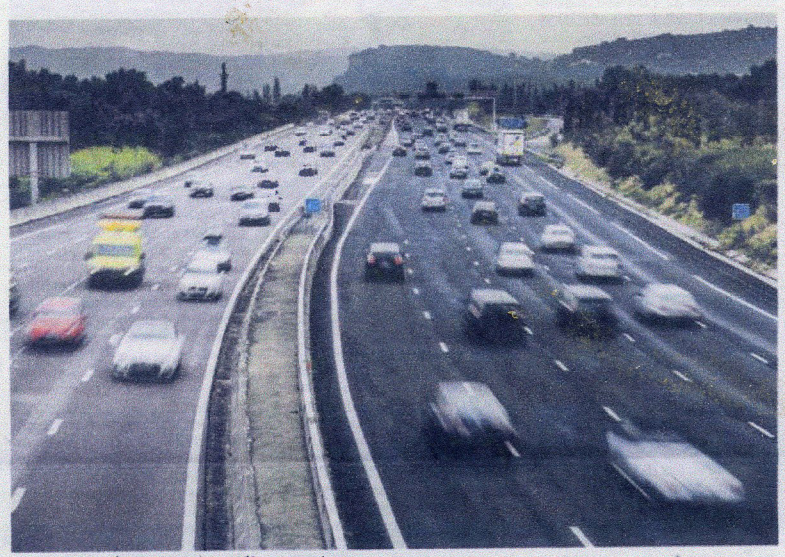
ÉNERGIE Pour la croissance du pays et les coûts de nombreuses entreprises, c'est une aubaine. Pour les consommateurs, la possibilité de... rouler plus

Ce que la France gagne avec un pétrole pas cher

BRUNA BASINI @BrunaBasini

C'est l'histoire d'un printemps énergétique qui va durer. Le baril de brut de la mer du Nord vaut aujourd'hui autour de 47 $ quand il cotait 120 à l'été 2011. Et le pétrole américain dopé par le gaz de schiste est passé sous la barre des 40 $! Grâce à une offre surabondante et à une demande en repli à l'échelle mondiale, les experts n'entrevoient aucun redressement avant fin 2016. Pas même le directeur général de Total, Patrick Pouyanné, qui, dans un entretien aux *Échos* cette semaine, tentait de se rassurer : *« Nous avons la surface financière pour encaisser le choc d'un baril à 50 $ qui pourrait durer. » « On est proche d'un cours plancher, mais il n'y a aucune chance que les prix remontent en 2016 »*, renchérit le spécialiste des matières premières Philippe Chalmin.



Chassé-croisé sur l'autoroute A7, le 1er août. YVERGNIAUX/ANDIA.FR

230 € DE POUVOIR D'ACHAT EN PLUS POUR LES FRANÇAIS

En deux ans, le prix des carburants à la pompe a baissé de près de 15 %. *« Sur un budget annuel de 1.500 €, l'économie pour un automobiliste est de 195 €, avec un baril aux alentours de 50 $, et de 230 € à 40 $ »*, chiffre Alexandre Andlauer, analyste chez AlphaValue. Le 21 août, le litre de gazole valait en moyenne 1,1184 €, le super sans plomb 95 1,3639 €, le SP 98 1,4307 €. Certes, en France, les baisses de prix à la pompe sont très inférieures à celles du brut. Le tarif d'un litre de carburant est composé pour 30 % du prix du brut, pour 10 % du coût du transport et pour 60 % de taxes. En outre, les pétroliers n'ont pas répercuté à 100 % la chute des cours vers les pompes pour protéger leurs marges et éponger leurs pertes de raffinage.

Mais le net repli du brut a aussi redonné aux automobilistes l'envie de rouler. Les chiffres de juillet du Comité professionnel du pétrole (CPDP) le prouvent. La consommation de carburant a crû de 3,5 % en juillet 2015 par rapport à juillet 2014 et de 1 % sur les sept premiers mois de l'année. *« La hausse paraît modeste, mais jusqu'ici la consommation reculait. L'effet prix n'explique pas tout. Il y a une reprise de la croissance, et les Français ont été très casaniers cet été au point que l'on peut parler d'une "driving season" comme aux États-Unis »*, commente Jean-Marie Chevalier, professeur à l'université Paris-Dauphine.

GAIN VARIABLE POUR LES ENTREPRISES ET LES AGRICULTEURS

Difficile de chiffrer les gains des industriels et du monde agricole. Mais il est sensible pour les secteurs les plus électro-intensifs. Sidérurgistes, chimistes et cartonneries se frottent les mains. Grands consommateurs de carburant et grands gagnants aussi : les transporteurs et les agriculteurs. Pour les compagnies aériennes, en revanche, l'impact sur leur facture de kérosène risque d'être différé car elles s'approvisionnent plusieurs mois à l'avance. *« Il est difficile de mesurer l'effet or noir dans leurs coûts de production. Les mix énergétiques varient selon les entreprises et leur dépendance électrique. Qui plus est, elles font déjà beaucoup d'efforts pour économiser dans ce domaine »*, nuance Jean-Marie Chevalier.

DE 0,3 À 0,5 % DE CROISSANCE GAGNÉ POUR LA FRANCE

Quatrième ressource fiscale pour Bercy, les carburants rapportent chaque année quelque 30 milliards d'euros à l'État. La reprise de la consommation va doper les rentrées. Le pétrole meilleur marché est aussi une bonne nouvelle pour la balance commerciale. L'amélioration des chiffres du commerce extérieur au premier semestre ne s'explique pas autrement. Sur les 5,3 milliards d'euros de déficit en moins, 3 milliards étaient dus à la baisse des cours du brut. *« Un cours durable du baril autour de 40 $ permettrait à la France de réaliser une économie de 30 milliards d'euros, effets de change compris »*, estime Alexandre Andlaeur d'AlphaValue. Les experts d'AlphaValue considèrent enfin que la baisse du prix du pétrole pourrait avoir un impact positif sur la croissance de 0,3 à 0,5 %.